



## LETTRE D'INFORMATION

### DG Droits humains et Etat de droit (DGI)

#### juin 2023

### CPT

Une délégation du Comité pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du Conseil de l'Europe a effectué une visite périodique en [Estonie](#) du 29 mai au 8 juin 2023.

Le Comité a publié 3 rapports en juin 2023 : le rapport de sa visite ad hoc de juin 2022 au [Monténégro](#), accompagné de la réponse du gouvernement monténégrin, a été publié le 22 juin. Puis, le 23 juin, le Comité a publié le rapport de sa visite périodique de mai 2022 aux [Pays-Bas](#), ainsi que la réponse des autorités. Le 27 juin, le rapport de la visite périodique de novembre 2021 en [Autriche](#) a été publié, ainsi que la réponse des autorités. Enfin, le 29 juin, le rapport sur la visite ad hoc de 2022 au [Royaume-Uni](#) a été publié, ainsi que la réponse des autorités britanniques.

### Commission de Venise

En juin, la Commission a tenu sa [135e session plénière](#) à Venise les 9 et 10 juin 2023 et la [77e réunion](#) du Conseil des élections démocratiques. Elle a reçu / commencé à travailler sur les **demandes d'avis** suivantes :

- **Géorgie** - Avis sur les modifications de la loi organique sur les tribunaux de droit commun tels qu'adoptés par le parlement géorgien le 13 juin 2023 – APCE, Comité de suivi
- **Pays Bas** - Avis sur la loi relative à l'organisation du pouvoir judiciaire - APCE, Comité de suivi - 02/06/2023
- **Pologne** – Avis urgent sur la loi sur la Commission d'enquête d'Etat sur l'influence russe sur la sécurité intérieure de

La Commission a organisé/participé aux événements suivants :

- **République Kirghize** : « La Constitution en tant que fondement de la construction d'un État démocratique de droit » - Conférence internationale consacrée au 30e anniversaire de la Constitution – Issyk Kul, 21 - 22/06/2023
- « Technologies numériques : démocratie et régulation en Europe et en Amérique » - Congrès hybride – Mexique, 20 - 21/06/2023

La Commission a participé aux événements suivants :

- **Monténégro** - Elections législatives anticipées - assistance juridique à la mission d'observation des élections de l'APCE - 11/06/2023

- [Conférence sur la démocratie en Europe : « Comment les parlementaires peuvent-ils contribuer à la sauvegarde et au renforcement de la démocratie et l'État de droit ? »](#) - Stockholm, 18- 19/06/2023
- [APCE - auditions de la Commission des questions politiques et de la Commission de suivi](#) - Strasbourg, 20- 21/06/2023
- [Symposium de Stockholm sur la démocratie et l'Etat de droit](#) - Stockholm, 21-22/06/2023

Le 16/06/2023, la Commission a publié [une déclaration](#) sur la Cour constitutionnelle de **Bosnie-Herzégovine**.

## Registre des Dommages causés par l'agression de la fédération de Russie contre l'Ukraine

La Conférence des participants à l'Accord partiel élargi sur le Registre des dommages causés par l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine (Résolution [CM/Res\(2023\)3](#)) a tenu sa première réunion sous forme hybride le 27 juin.

## Mise en œuvre des standards en matière de droits humains, justice et coopération juridique

La 40<sup>ème</sup> réunion de la CEPEJ, tenue les 14-15 juin, a été marquée par l'adoption des outils suivants : un [Outil de réduction de l'arriéré judiciaire](#), un [Guide sur les enchères électroniques judiciaires](#) et une [Checklist pour la gestion du temps judiciaire](#). La CEPEJ a organisé des réunions avec des juges afin de résorber les retards dans les tribunaux du Kosovo\*. Plusieurs formations ont été organisées sur la gestion du temps judiciaire et la médiation en **Albanie**. La CEPEJ a préparé et soumis à la Commission européenne des tableaux comparatifs pour l'**Arménie**, l'**Azerbaïdjan**, la **Géorgie**, la **République de Moldova**, l'**Ukraine**, l'**Albanie**, la **Bosnie-Herzégovine**, le **Monténégro**, la **Macédoine du Nord**, la **Serbie** et le **Kosovo**\*i.

Des cours HELP clés ont été lancés : la [liberté d'expression](#) pour les juges et les procureurs grecs et la [cybercriminalité](#) au **Maroc**. Un séminaire a été organisé en **Bulgarie** sur les garanties procédurales dans les procédures pénales et les droits des victimes. Des professionnels du droit des **Balkans occidentaux** ont bénéficié d'une [formation HELP de formateurs](#). Un [séminaire du Conseil de l'Europe, de l'UE et du HCR](#) sur la mise en œuvre du statut de protection temporaire en Europe pour les personnes originaires d'**Ukraine** fuyant la guerre a été organisé conjointement avec le barreau **slovaque**.

Parmi les activités de la Division des programmes de coopération doivent être mentionnés : une [réunion](#) sur les mécanismes de recours internes ukrainiens pour les dommages causés par l'agression de la Fédération de Russie ; des réunions de haut niveau du Haut Conseil de la justice ukrainien et atelier sur les organes judiciaires autonomes ; une conférence de clôture sur [la transition des enfants migrants vers l'âge adulte](#); un atelier sur l'abolition de la [peine de mort](#). Principales activités : en **Azerbaïdjan** - un atelier sur le travail analytique pour les acteurs de la justice pénale ; en **Géorgie** - une formation pour les médiateurs civils et pénaux ; en **République de Moldova** - formation et visite d'étude pour le bureau du Médiateur moldave ; au **Monténégro** - des amendements à la loi sur la violence domestique ont été préparés avec le soutien d'un projet de coopération ; en **Macédoine du Nord** - formations sur l'accès à la justice dans les cas de violence domestique ; en **Serbie** - soutien à l'élaboration du règlement intérieur du Conseil supérieur des procureurs ; en

**Türkiye** - tables rondes sur les garanties procédurales et la mise en œuvre effective des arrêts de la Cour constitutionnelle turque dans le domaine des droits humains.

Les 1er et 2 juin, le projet [TJENI](#) a organisé une [table ronde](#) sur la publication et la diffusion de la jurisprudence et de documents de justice, réunissant des représentants du CdE, de la CEDH et de l'UE (ECLI), des gouvernements, des autorités judiciaires, ainsi que des experts et des éditeurs privés. Dans le cadre du projet conjoint UE-Conseil de l'Europe en soutien au MNP marocain, une réunion du Comité de pilotage s'est tenue à **Rabat** le 2 juin. Dans le cadre du [projet](#) « Renforcement de la subsidiarité : un soutien au partage des connaissances de la CEDH et au dialogue des cours supérieures », le 6<sup>ème</sup> Forum du Réseau des Cours Supérieures s'est tenu du 8-9 juin 2023, dans un format hybride, portant sur l'indépendance de la justice. Le 28 juin, un [atelier](#) a été organisé par le CDDH et dans le cadre du projet « Promouvoir les droits humains dans les forces armées en **Arménie** » sur les droits de l'homme des membres des forces armées.

## Exécution des arrêts de la Cour européenne DH

Le Service de l'exécution des arrêts de la CEDH a participé à la réunion du **CM DH de juin** au cours de laquelle le Comité a adopté [38 décisions](#) concernant 19 Etats, y compris des résolutions intérimaires dans des affaires concernant la Pologne ([Xero Flor w Polsce sp. z o.o.](#)) et le Royaume-Uni ([McKerr](#)).

Le Service a participé à la 5<sup>ème</sup> Conférence régionale sur le rôle des Conseils judiciaires dans la garantie du droit à une audience équitable et efficace à Split, en **Croatie**. Les participants, y compris de hauts responsables des conseils judiciaires venant de tous les pays des Balkans occidentaux, ont discuté des principaux défis à relever pour garantir le droit à un procès équitable en vertu de l'Article 6 de la Convention européenne.

Le Service a tenu des réunions à Genève avec le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en **Fédération de Russie**, ainsi qu'avec le secrétariat du groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées ou involontaires (UNWGEID) et la division du Conseil des droits de l'homme et des mécanismes de traités. Les réunions ont porté sur l'examen des moyens de coordonner les efforts visant à garantir que la Fédération de Russie respecte l'obligation qui lui incombe, en vertu du droit international, d'exécuter les arrêts de la Cour européenne.

Le Directeur des droits humains et le Service ont effectué une mission à Paris pour discuter de l'exécution de plusieurs **affaires françaises** pendantes devant le Comité des Ministres concernant : les garanties contre l'arbitraire lors de l'examen des demandes de rapatriement de femmes et d'enfants français de Syrie ([H.F. et autres](#)) ; la détention administrative et l'expulsion collective et rapide de mineurs étrangers de Mayotte et l'absence de recours effectif ([Moustahi](#)) ; la prise en charge de mineurs étrangers isolés dans la région de Calais ([Khan](#)) ; la possibilité effective de saisir la CEDH de mesures provisoires et leur respect ([groupe M.A.](#)) ; la détention administrative de familles avec enfants mineurs ([groupe M.D. et A.D.](#)) et les éloignements de ressortissants tchétchènes vers la Fédération de Russie ([groupe K.I.](#)).

Le Service a effectué une visite à Berlin pour présenter, dans le cadre d'un atelier, les pratiques et procédures du Comité des Ministres relatives à la surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH et discuter de certaines questions relatives à des affaires pendantes concernant l'**Allemagne**. Des réunions ont eu lieu notamment avec le Ministère fédéral de la justice, l'Agent du Gouvernement et l'Institution nationale allemande des droits de l'homme.

Enfin, le Service a participé au lancement de **la version grecque du cours HELP sur la liberté d'expression**. Celui-ci s'est accompagné d'un séminaire en ligne, auquel ont

participé des juges et des procureurs, organisé par le programme HELP en coopération avec le partenaire national de HELP, l'Ecole nationale grecque de la magistrature.

## Droits sociaux



Le Conseil de l'Europe et le Ministère des politiques sociales et des droits de l'enfant de Malte, sous les auspices du Comité européen pour la cohésion sociale (CCS), ont organisé une conférence sur "[La transition des emplois: L'évolution des marchés du travail et l'impact sur la cohésion sociale](#)" - à Malte, **le 14 juin 2023**.

La conférence a réuni des décideurs politiques nationaux, des fonctionnaires, des représentants du monde universitaire et d'autres parties prenantes pour discuter des risques et des réponses politiques possibles aux défis pour le marché du travail découlant de la numérisation et des développements informatiques, ainsi que de la transition vers une économie verte.

Le **15 juin**, la discussion susmentionnée s'est poursuivie lors de la troisième réunion du Comité européen pour la cohésion sociale (CCS), au cours de laquelle un rapport sur la transition vers une économie verte - un examen des effets distributifs en Europe - a été adopté. Le rapport souligne le rôle du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne dans la facilitation de la transition et l'importance d'un dialogue social accru, ainsi que de la démocratisation des institutions.

La **24e réunion** du réseau du Système d'information mutuelle sur la protection sociale du Conseil de l'Europe (MISSCEO) a eu lieu le **22 juin 2023**. Ce réseau, qui regroupe 11 États membres\* du Conseil de l'Europe, est complémentaire du réseau MISSOC de l'Union européenne. Dans ce contexte, le secrétariat MISSOC a présenté les derniers développements au sein du réseau de l'UE. Par ailleurs, les correspondants MISSCEO ont discuté de la mise à jour annuelle des tableaux comparatifs des systèmes de protection sociale, présentés sous la forme d'une base de données.

Les **23 et 28 juin**, le Service des droits sociaux a tenu deux réunions avec la Commission européenne pour discuter de l'opérationnalisation de l'Agenda des droits sociaux dans les "Conclusions sur les priorités de l'UE pour la coopération avec le Conseil de l'Europe 2023-2024" adoptées par le Conseil de l'UE le 30 janvier 2023. Les participants du Conseil de l'Europe et des DG Emploi, Proximité et Action extérieure ont discuté de la nécessité d'échanges réguliers, d'éventuelles activités conjointes pour harmoniser l'interprétation des droits sociaux dans le cadre de la Charte sociale européenne et du Pilier européen des droits sociaux, et pour améliorer la mise en œuvre des droits sociaux dans les États membres de l'UE, les pays candidats à l'UE et d'autres pays tiers qui sont membres du Conseil de l'Europe.

Les décisions suivantes du CEDS ont été rendues publiques en juin 2023 :

- La décision sur le bien-fondé du Comité européen des droits sociaux (CEDS) dans [Centre européen pour les Droits des Roms \(CEDR\) c. Belgique](#): le Comité a décidé qu'il n'y a pas de violation de l'article 13§1 de la Charte et qu'il y a une violation de l'article E pris en combinaison avec l'article 16 de la Charte.
- La décision sur la recevabilité dans l'affaire [Associazione Sindacale Militari \(ASSO.MIL.\) c. Italie, réclamation n° 213/2022](#) - Le CEDS a déclaré la réclamation recevable le 23 mai 2023.

- La décision sur la recevabilité dans l'affaire [Federação Nacional dos Professores \(FENPROF\) c. Portugal, réclamation n° 216/2022](#) - Le CEDS a déclaré la réclamation irrecevable le 23 mai 2023.

## Police, détention, drogues et addictions

### Groupe Pompidou

Le deuxième module du « Drug Policy Executive Course », axé sur les compétences en matière de santé, de sécurité et de droits humains, s'est déroulé à **Strasbourg** du 6 au 9 juin.

Le 20 juin, la 92<sup>e</sup> réunion des Correspondants permanents s'est tenue à **Venise**. A cette occasion, le Secrétaire exécutif a informé les Etats membres du Groupe Pompidou des résultats du 4<sup>e</sup> Sommet du Conseil de l'Europe et a fait des propositions pour un éventuel suivi.

Séminaire sur la prévention des addictions et la jeunesse (21 juin, **Venise**) : 80 participants de 28 pays, ainsi que l'OEDT et l'ONUDC, ont assisté au séminaire. Les pays du PG ont échangé des informations sur les stratégies de prévention mises en œuvre dans leur pays. Les travaux récents du PG sur les enfants et les familles affectés par la consommation de drogue des parents ont été salués.

Les 26 et 27 juin, le Secrétariat du Groupe Pompidou a participé à l'organisation d'une formation hybride sur le traitement par agoniste opioïde (OAT) dans les prisons en **Ukraine**. Avec le soutien d'experts internationaux (en ligne) et locaux, cette formation intensive et interactive a permis de fournir des connaissances approfondies sur les troubles liés à l'utilisation de substances, le traitement par agoniste opioïde dans les prisons et des études de cas internationales à un groupe multidisciplinaire de personnel pénitentiaire composé de personnel médical et de soins de santé, de sécurité et d'éducateurs de deux prisons différentes.

### Coopération policière et privation de liberté

Lors d'une [conférence régionale](#) qui s'est tenue à Durres, en Albanie, le 22 juin 2023, plus de quarante professionnels des **Balkans occidentaux** représentant les secteurs pénitentiaire, de l'aide et de la protection sociale, de la formation des adultes, des services de l'emploi, des organisations de la société civile actives dans le domaine de la prévention/contrôle de l'extrémisme violent et de l'assistance post-pénale aux anciens détenus, ont discuté des défis et se sont entendus sur les conditions préalables nécessaires à une réhabilitation durable des détenus extrémistes violents et des détenus vulnérables et marginalisés exposés au risque de radicalisation après leur libération. Ils ont également pris connaissance des meilleures pratiques de l'UE en matière de programmes de sortie destinés à ces catégories de détenus.

Les 9 et 10 juin 2023 à Tsaghkadzor (**Arménie**), des représentants du service de probation, des tribunaux, d'autres institutions publiques, des collectivités locales et des OSC ont [discuté](#) de la coopération dans le domaine de la resocialisation des bénéficiaires de la probation et de la mise en œuvre de la surveillance électronique. Les conclusions de ces discussions serviront à finaliser l'évaluation des besoins et les recommandations du Conseil de l'Europe pour une amélioration de la coopération dans ce domaine.

Les 13 et 14 juin 2023, 21 professionnels médicaux travaillant au sein d'isolateurs de détention temporaire de la police géorgienne ont [amélioré leurs connaissances](#) de l'éthique médicale applicable aux soins des personnes privées de liberté, des normes et des nouvelles techniques de traitement des troubles liés à l'utilisation de substances, y compris la gestion

clinique des détenus souffrant de tels troubles. En appliquant ces connaissances dans leur travail, les médecins contribueront à améliorer le traitement des personnes détenues par la police en **Géorgie**.

Une conférence de haut niveau sur le rôle du Service d'enquête spécial (SIS) de **Géorgie** dans la garantie d'une enquête efficace sur les mauvais traitements et la protection des droits des victimes s'est tenue le 27 juin 2023 à Tbilissi. Elle s'est concentrée sur la nouvelle fonction du SIS qui consiste à (ré)enquêter sur les affaires dans lesquelles la Cour européenne a établi des violations de la Convention européenne des droits de l'homme.

## Activités normatives en matière de droits humains, justice et coopération juridique

### Coopération intergouvernementale en matière de droits humains

Le Comité directeur pour les droits de l'homme ([CDDH](#)) a tenu sa 98ème [réunion](#) du 27 au 30 juin, au cours de laquelle il a organisé un [Atelier](#) sur les droits humains des membres des forces armées. Il a procédé à un échange de vues avec Siofra O'LEARY, Présidente de la Cour européenne des droits de l'homme, et Christoph HENRICH, Président du Comité européen de coopération juridique (CDCJ). Il a également pris note de l'avancement des travaux de ses groupes de rédaction sur les questions relatives aux juges de la Cour (DH-SYSC-JC), sur l'environnement et les droits humains (CDDH-ENV) et sur les droits humains en situations de crise (CDDH-SCR), ainsi que des développements concernant l'adhésion de l'UE à la CEDH. Le CDDH a aussi examiné l'état d'avancement de son mandat 2022-2025 et discuté son projet de mandat 2024-2027.

### Coopération juridique

Le Bureau et le groupe de travail du CCJE se sont réunis du 21 au 23 juin 2023 pour poursuivre la préparation de l'Avis n° 26 (2023) du CCJE - « Aller de l'avant : l'utilisation des technologies dans le système judiciaire » que le comité devrait adopter à sa 24e réunion plénière (29 novembre – 1er décembre 2023).

### Droits humains et biomédecine

Le [Comité directeur pour les droits humains dans les domaines de la biomédecine et de la santé \(CDBIO\)](#) a organisé le 6 juin 2023 un [forum pilote de la jeunesse](#) sur l'IA dans les soins de santé. Les jeunes participants et les délégations du CDBIO ont échangé des points de vue sur plusieurs aspects, et ce projet pilote a permis au CDBIO de développer sa réflexion sur l'engagement et la consultation futurs des jeunes dans son travail intergouvernemental. Lors de sa [3<sup>e</sup> réunion plénière](#), le CDBIO a, entre autres, publié [un nouveau rapport sur l'impact de l'intelligence artificielle sur la relation médecin-patient](#), poursuivi l'examen du projet de Recommandation sur le respect de l'autonomie dans les services de soins de santé mentale, pris note de la publication du rapport sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme sur "Les droits des personnes faisant l'objet d'un placement et d'un traitement non consentis dans des établissements de santé mentale" et finalisé le rapport à mi-parcours de son Plan d'Action Stratégique sur les droits de l'Homme et les technologies en biomédecine.

## Société de l'Information – Lutte contre la criminalité

### Médias



[Le CDMSI s'est réuni à Strasbourg](#) les 14 et 15 juin 2023 pour évaluer l'avancement des travaux des trois comités d'experts : sur le renforcement de la résilience des médias (MSI-RES), sur l'intégrité de l'information en ligne (MSI-INF) et sur les poursuites stratégiques contre la participation du public (MSI-SLP). Des [consultations publiques](#) ont été engagées sur le projet de recommandation du CM sur la lutte contre les poursuites stratégiques contre la participation du public (SLAPP). Le Conseil de l'Europe s'est activement engagé dans [EuroDIG 2023](#) pour renforcer la gouvernance numérique en Finlande et dans [RightsCon 2023](#) au Costa Rica, un sommet mondial sur les droits de l'homme à l'ère numérique.

### Coopération sur la liberté d'expression



En **Azerbaïdjan**, [PRO-M-FEX](#) a conclu un examen de base du cadre juridique et institutionnel du pays sur le droit à l'information. De même, les travaux sur l'élaboration d'un programme d'études sur le journalisme sensible aux conflits ont été conclus. En **Géorgie**, une [table ronde](#) a débattu des principales conclusions du [SMIP-GE](#) « Examen du cadre juridique et politique de la Géorgie en ce qui concerne la protection et la sécurité des journalistes ». En **Moldavie**, le projet [MP-FEX](#) a soutenu la production et la projection de trois [documentaires](#) sur les droits sociaux/humains produits par Téléfilm. En outre, le soutien institutionnel par les pairs au Conseil moldave de l'audiovisuel (AC) s'est poursuivi ce mois-ci avec la visite de l'Ofcom du Royaume-Uni axée sur les discussions stratégiques consultatives entre pairs.

Des réunions du comité de pilotage du HFIII/PRO-FREX ont eu lieu en **Albanie**, **Bosnie-Herzégovine**, **Monténégro** et **Serbie**. Au **Kosovo\***, des interventions sur la liberté d'expression, des médias et de l'information ont été présentées dans le document de synthèse sur [la coopération](#). En **Bosnie-Herzégovine**, [le projet EFX](#) a tenu sa [1ère réunion de travail](#) visant à établir un mécanisme de suivi et de rapport sur la liberté d'expression et d'information en Bosnie-Herzégovine. Les actions PRO-FREX en **Serbie** et au **Monténégro** ont permis à des partenaires clés de participer à l'[atelier sur les initiatives existantes pour la sécurité des journalistes](#). En **Serbie**, le bureau du Commissaire à l'accès à l'information et à la protection des données personnelles a reçu une formation sur les normes de la Cour européenne des droits de l'homme (article 10) lorsque les journalistes « reçoivent et transmettent » des informations. Des conseils techniques sur la révision du Code albanais de la radiodiffusion ont été mis à la disposition de l'Autorité **albanaise** des médias audiovisuels ; et un soutien à la promotion des normes du Conseil de l'Europe a été apporté à la 5<sup>e</sup> Conférence nationale sur le droit à l'ouverture, à la transparence et à la numérisation de l'information – [IDP](#).

Dans la région MENA, dans le cadre de [l'action SP V \(FREX-PLUM\)](#), Tunis a accueilli la [Première formation pour l'Autorité Générale de Surveillance des Contenus Médias \(GAMMC\), Libye](#). En **Tunisie**, un [atelier](#) sur le cadre tunisien sur l'accès à l'information et la Convention de Tromsø discutant *entre autres* des processus potentiels d'adhésion aux traités.

## **Intelligence Artificielle**



Le Secrétariat du CAI a participé à la Conférence annuelle sur les Systèmes IA et les droits fondamentaux organisée par l'Académie du droit européen (ERA) le 5 juin à Trèves, **Allemagne**. Louise Riondel, Co-Secrétaire du Comité, a informé les participants de l'état d'avancement des négociations de la Convention sur l'IA, et a présenté les développements des politiques au sujet de l'IA au Conseil de l'Europe. De plus, l'Unité du Développement Numérique du Conseil de l'Europe a contribué à deux sessions : "L'IA de confiance : les grands modèles linguistiques pour les enfants et l'éducation" et "Sensibilisation et compréhension intersectorielles des impacts environnementaux directs et indirects des technologies numériques/internet et de leur atténuation" dans le cadre de [l'EuroDIG 2023](#) en **Finlande**. Le Président du Comité de l'Intelligence Artificielle du Conseil de l'Europe, M. Thomas Schneider, a animé le débat lors du premier événement, tandis que M. Patrick Penninckx, chef du Service de la Société de l'Information, a dirigé les discussions lors du deuxième événement. Les deux sessions ont rassemblé des représentants du monde universitaire, du gouvernement et de la société civile et ont porté sur les choix politiques, la coopération multilatérale et l'interaction avec la société civile en vue d'établir l'IA de confiance et d'une meilleure gestion des impacts environnementaux des technologies numériques.

## **Protection des données**



La Convention 108+ poursuit résolument son chemin vers l'entrée en vigueur avec deux nouvelles ratifications : la [Slovaquie](#), le 15 juin et la [Slovénie](#), le 20 juin. En outre, le [Cap Vert](#) a signé la Convention 108+ le 28 juin. La Convention 108+ compte maintenant 26 ratifications. Le 13 juin, la Présidente du Comité de la Convention 108 a été entendue par le GR-J à l'occasion du tour de table sur l'état des ratifications du Protocole STCE No. 223 ('Convention 108+').

La [44<sup>ème</sup> réunion](#) du Comité de la Convention 108 s'est tenu à Strasbourg, du 14 au 16 juin 2023. Le Comité a finalisé et adopté deux textes importants : des Lignes directrices sur la protection des données personnelles dans le traitement des données personnelles en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, ainsi qu'un premier module de [Clauses contractuelles types pour le transfert de données à caractère personnel](#) entre responsables de traitement.

En outre, le 21 juin, l'Unité protection des données est intervenue sur le thème des perspectives comparatives lors du *Brussels Privacy Hub Summer Academy 2023* organisé sur le thème: « quelle gouvernance pour les données à l'ère de l'analytique et de l'intelligence artificielle ? ». L'Unité a également contribué au Forum sur les droits de l'homme dans le sport (EPAS/Conseil de l'Europe) consacré cette année à la protection des données personnelles, le 30 juin.

## **Cybercriminalité**

Le [Canada](#) (20 juin) et [Malte](#) (22 juin) ont signé le [Deuxième protocole additionnel](#) à la [Convention de Budapest sur la cybercriminalité](#). D'autres pays ([Cap Vert](#), [Ghana](#) et [Hongrie](#)) l'ont fait lors de la [28<sup>th</sup> T-CY plénière](#) qui s'est tenue à Strasbourg les 27 et 28 juin 2023, portant à 42 le nombre de signatures du deuxième protocole additionnel. La [Slovaquie](#) a

déposé l'instrument de ratification du [Premier protocole additionnel](#). Une note d'orientation sur la "portée des pouvoirs procéduraux et des dispositions relatives à la coopération internationale" a été adoptée par la plénière du T-CY. Les réunions des comités directeurs de [GLACY+](#) et [iPROCEEDS -2](#) ont également eu lieu dans le cadre de la session plénière du T-CY. La plénière a été précédée d'un atelier sur le renforcement des capacités qui s'est tenu le 26 juin à Strasbourg.

Le Bureau du programme sur la cybercriminalité ([C-PROC](#)) a soutenu diverses activités de renforcement des capacités dans toutes les régions du monde. Plus précisément, le projet [CyberSouth](#) a organisé une visite d'étude pour les [fournisseurs de services multinationaux](#) les 6 et 7 juin 2023 à Dublin, en Irlande, et a organisé, en collaboration avec des institutions nationales jordaniennes, [une conférence nationale sur la cybercriminalité](#) les 20 et 21 juin 2023, à Amman, en Jordanie. Les 8 et 9 juin 2023, [GLACY+](#) et [Octopus](#), en collaboration avec l'Autorité de cybersécurité du Ghana, ont organisé un [atelier de haut niveau](#) pour sensibiliser aux avantages du deuxième protocole additionnel. [CyberEast](#) a soutenu la participation de représentants des forces de l'ordre de la région du Partenariat oriental au Dialogue européen sur la gouvernance de l'internet (EuroDIG) qui s'est tenu du 19 au 21 juin 2023 à Tampere, en Finlande, et a organisé [des formations sur le traitement des cyberincidents et la taxonomie de la cybercriminalité dans les pays du Partenariat oriental](#).

## **GRECO**

Le GRECO a publié son [Rapport général d'activités du 2022](#), qui a bénéficié d'une large couverture médiatique parmi les membres du GRECO. Le Président du GRECO a présenté le rapport au [Comité des Ministres](#) lors d'un échange de vues le 14 juin. Le GRECO a effectué une visite d'évaluation en [Géorgie](#) dans le cadre de son 5ème cycle d'évaluation. Lors de sa [94e réunion plénière](#) du 5 au 9 juin 2023, le GRECO a adopté 3 rapports d'évaluation relatifs au 5e cycle d'évaluation (**Chypre, République tchèque et Roumanie**) et 9 rapports de conformité relatifs aux 5e et 4e cycles d'évaluation (**Andorre, Autriche, Estonie, Pays-Bas, Macédoine du Nord, Pologne, Suède, Türkiye et Royaume-Uni**). Le 5e cycle d'évaluation porte sur la prévention de la corruption et la promotion de l'intégrité dans les gouvernements centraux (hautes fonctions de l'exécutif) et les services répressifs, tandis que le 4e cycle d'évaluation porte sur la prévention de la corruption et la promotion de l'intégrité en ce qui concerne les parlementaires, les juges et les procureurs. Le GRECO a également publié six rapports de conformité relatifs au 4ème cycle sur l'[Andorre](#), la [Bosnie-Herzégovine](#), la [République tchèque](#), la [Hongrie](#), [Malte](#) et deux rapports relatifs au 5ème cycle sur la [Hongrie](#), et l'[Estonie](#).

La Secrétaire Exécutive du GRECO a pris la parole lors du [Symposium de Stockholm sur la démocratie et l'état de droit](#) organisé par la présidence suédoise de l'UE le 22 juin.

## **MONEYVAL**



M. Ioannis Androulakis, Président de la Conférence des Parties à la STCE 198 a tenu un échange de vues avec le CDPC le 13 juin concernant la nécessité de renforcer le cadre juridique international par l'élaboration d'un futur protocole à la Convention de Varsovie.

Elzbieta Frankow-Jaśkiewicz, Présidente de MONEYVAL a présenté les réalisations et les orientations stratégiques de MONEYVAL devant le Comité des Ministres le 14 juin 2023

(voir le [rapport annuel pour 2022](#)). Les rapports de suivi sur [l'Albanie](#) et la [Slovénie](#) ont également été publiés en juin 2023.

En juin, le secrétariat de MONEYVAL s'est exprimé lors de la [12ème Conférence internationale sur la lutte contre le blanchiment d'argent et la conformité](#) (Budapest), lors du Forum MONEYVAL 2023 organisé en ligne par la [School of International Financial Services](#), et lors du Forum FSRBs organisé par GAFILAT et GiZ (Bonn). Le 21 juin, le président de MONEYVAL et la secrétaire exécutive ont participé à la [Réunion annuelle de haut niveau du GAFI et des ORGT](#) afin de discuter des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la [vision stratégique](#) du réseau mondial et des futures actions prioritaires visant à renforcer l'inclusivité et la cohésion du réseau mondial. Une délégation plus large, comprenant des membres de MONEYVAL, le président de la COP à la STCE 198 et une délégation du Conseil de l'Europe ont contribué à la réunion plénière et aux groupes de travail du Groupe d'action financière (GAFI), du 19 au 23 juin 2023.

### **Criminalité Economique et Coopération**

La conférence de clôture du projet d'instrument d'appui technique (TSI) sur la "Mise en œuvre efficace du régime de sanctions de l'UE" s'est tenue à Bruxelles le 13 juin. L'objectif de cet événement était de présenter les résultats et les réalisations du projet et de discuter de la voie à suivre. Des représentants des autorités nationales compétentes de vingt-deux **États membres de l'UE** ont participé à l'événement et ont eu l'occasion de réfléchir aux conclusions qui peuvent être tirées des études menées et des discussions multilatérales qui ont eu lieu tout au long des dix mois de mise en œuvre du projet.

Des représentants de huit États membres de l'UE, dont **la Bulgarie, l'Estonie, la France, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, la Pologne et le Portugal**, ont bénéficié d'un atelier sur la "Mise en œuvre d'une supervision BC/FT basée sur les risques des prestataires de services d'actifs virtuels (VASP) : bonnes pratiques et enseignements à tirer". Cet événement a permis d'échanger des informations sur les bonnes pratiques liées à l'évaluation sectorielle des risques de blanchiment de capitaux (BC)/financement du terrorisme (FT) des actifs virtuels et VASP, ainsi que sur leur supervision basée sur les risques.

Une évaluation des besoins en ressources humaines et techniques de la Banque nationale **croate** et un atelier visant à présenter les résultats et les options possibles pour une affectation efficace des ressources aux différentes activités de contrôle de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ont été organisés à Zagreb.

Les représentants des autorités municipales de **Géorgie** ont bénéficié d'activités de sensibilisation à la prévention de la corruption et aux outils d'intégrité dans le secteur public.

À la demande des autorités **hongroises**, le projet de stratégie nationale anticorruption et le plan d'action 2023-2025 a été analysé. Des recommandations ont été formulées pour leur renforcement.

À la demande des autorités du **Kazakhstan**, la cheffe du service de lutte contre la criminalité économique a rencontré le président de l'agence de surveillance financière - FMA (cellule de renseignement financier kazakhe) le 19 juin pour explorer les possibilités de devenir observateur de MONEYVAL et de rejoindre la COP 198. Ils ont également passé en revue les différents aspects de la coopération et de l'assistance technique dont bénéficient les autorités.

Dans le cadre du programme "État de droit" pour l'Asie centrale, deux ateliers ont été organisés sur les "Méthodologies d'évaluation des risques de corruption" et les "Pratiques et expériences de mise en œuvre des recommandations du GRECO" à l'intention des représentants des institutions **kazakhes**.

Le chef de la division de la coopération en matière de criminalité économique a rencontré la ministre de la Justice du **Kosovo\***, Mme Albulena Haxhiu, le 23 juin. Elle a exprimé la haute appréciation des autorités pour la coopération à ce jour à travers le(s) projet(s) contre la criminalité économique au Kosovo\* (PECK) et a confirmé l'engagement de poursuivre la bonne coopération à l'avenir, en soulignant également les domaines prioritaires tels que le renforcement des capacités pour l'application de la loi, les poursuites et le système judiciaire, où l'assistance est nécessaire.

Les professionnels des autorités **slovaques** chargées de l'application de la loi, du ministère public et des autorités judiciaires qui s'occupent du recouvrement d'avoirs criminels ont été formés au recouvrement d'avoirs, aux modalités de confiscation et à la gestion d'avoirs.

## **Droit pénal**

La 28e Conférence des directeurs des services pénitentiaires et de probation du Conseil de l'Europe (CDPPS) « Gestion des prisons et de la probation : nouveaux défis et réponses novatrices » s'est tenue les 6 et 7 juin 2023 à **Berlin**. Elle a réuni 150 participants et a été organisée en sessions plénières et dans six ateliers portant sur les soins médicaux, y compris les soins médicaux à distance ; les moyens de réduire la réponse pénale à la délinquance ; la lutte contre les délinquants sexuels et la violence liée au genre ; traitement de la toxicomanie ; réinsertion sociale et recours à la justice restaurative. Elle a été suivie de visites dans deux prisons de Berlin.

Le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) a tenu sa 83e réunion les 13 et 15 juin à **Strasbourg**. Il a discuté des travaux en cours sur une Convention pour la protection de l'environnement par le droit pénal; la mise en œuvre du Plan d'action sur le trafic illicite de migrants; un projet de recommandation sur les crimes motivés par la haine; les travaux du Conseil de coopération pénologique (PC-CP) sur deux recommandations (sur la santé mentale et sur l'IA) ; et les travaux du Comité d'experts sur le fonctionnement des conventions européennes sur la coopération dans le domaine pénal (PC-OC).

Les statistiques pénales annuelles du Conseil de l'Europe relatives aux prisons (SPACE I) pour 2022 ont été publiées le 26 juin 2023 et ont attiré comme d'habitude beaucoup d'attention de la part des médias. Elles ont démontré que les taux d'incarcération et la densité carcérale ont augmenté dans la majorité des pays européens après la fin des mesures de confinement liées à la COVID-19.

## **MEDICRIME, Trafic d'organes humains et biens culturels**



Les travaux ont été principalement centrés sur la promotion des conventions pénales : un [atelier](#) sur la Convention MEDICRIME pour plus de 130 représentants des douanes de 13 pays francophones s'est tenu à

Strasbourg (1er juin) ; la convention a été présentée aux autorités nationales du **Sénégal** (2 juin) ; la session de lancement d'un cours de formation MEDICRIME a été lancée en **Espagne** (20 juin) en collaboration avec l'École nationale espagnole des juges et le parquet espagnol. La [République du Congo](#) a signé la Convention MEDICRIME (5 juin). Une [conférence internationale](#) intitulée « La Convention de Nicosie : une réponse pénale aux infractions relatives aux biens culturels » a été organisée en **Lettonie** (15-16 juin) dans le cadre de la [Présidence lettone](#) du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

## **Lutte contre le terrorisme**

Le Réseau des points de contact pour les victimes du terrorisme du Conseil de l'Europe a effectué sa première visite d'étude en collaboration avec le ministère espagnol de l'Intérieur à Madrid, les 5 et 6 juin 2023. La visite a permis d'appréhender l'approche juridique espagnole à l'égard des politiques publiques et des programmes de soutien ainsi qu'une exploration des questions du soutien psychologique, du conseil juridique, de l'aide financière, du rôle des associations, des politiques de commémoration et des mémoriaux.

Le Coordinateur du Conseil de l'Europe pour la lutte contre le terrorisme, M. Carlo Chiaromonte, a participé à la Semaine des Nations Unies contre le terrorisme 2023 « Lutter contre le terrorisme en revigorant le multilatéralisme et la coopération institutionnelle ». M. Chiaromonte a présenté les travaux du Conseil de l'Europe sur la lutte contre le terrorisme lors de la session plénière de haut niveau et a animé un événement parallèle organisé par le Conseil de l'Europe avec des remarques liminaires prononcées par l'Ambassadrice Päivi Kairamo en sa qualité de présidente du comité du Conseil de l'Europe sur contre-terrorisme (CDCT) et ambassadeur pour la coopération contre le terrorisme au ministère finlandais des Affaires étrangères. L'événement a été ouvert par Mme Ghada Fathi Waly, Directrice exécutive de l'ONUDC, l'Ambassadrice Alena Kupchyna, Coordinatrice pour faire face aux menaces transnationales à l'OSCE, et Mme Natalia Gherman, Directrice exécutive du Comité des NU contre le terrorisme (DECT). M. Chiaromonte a également eu plusieurs réunions bilatérales avec des personnalités travaillant sur les questions de lutte contre le terrorisme, telles que M. Gregory D. LoGerfo, Coordinateur adjoint, Bureau de la lutte contre le terrorisme, Département d'État américain, Mme Natalia Gherman, Directrice exécutive du DECT, M. Stefen Hill, Secrétaire exécutif à l'Institut international pour la justice et l'état de droit. Ils ont discuté de l'important travail accompli dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et de la nécessité que les efforts internationaux de lutte contre le terrorisme soient menés dans le respect des droits de l'homme et de l'État de droit.

Le 20 juin 2023, le groupe de travail sur la préparation et les réponses d'urgence (CDCT-PER) a tenu sa première réunion en ligne pour discuter de la voie à suivre dans la préparation des lignes directrices à l'intention des autorités publiques et du secteur privé sur la préparation et les réponses aux situations d'urgence en cas d'attentat terroriste et pour identifier le champ d'application du document.



## **Observatoire européen de l'audiovisuel**

L'essentiel de juin [ici](#)

---

<sup>i</sup> \*Toute référence au Kosovo dans le présent document, qu'il s'agisse de son territoire, de ses institutions ou de sa population, doit être entendue dans le plein respect de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, sans préjuger du statut du Kosovo.